

Newsletter, 10-13 septembre 2018 - Session plénière - Strasbourg

[06-09-2018 - 15:56]

Débat sur l'état de l'Union: le bilan de Juncker	3
Huit mois avant les élections européennes qui se tiendront en mai 2019, les députés feront le bilan des réalisations de la Commission Juncker.	
L'avenir de l'Europe débattu avec le Premier ministre grec Alexis Tsipras	4
Alexis Tsipras sera le neuvième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi matin.	
Les règles sur le droit d'auteur à nouveau en plénière pour un examen approfondi	5
La plénière se prononcera sur la position du Parlement concernant les règles sur le droit d'auteur dans le domaine numérique.	
Feu vert pour le Corps européen de solidarité	6
Les députés se prononceront sur la création du Corps européen de solidarité, qui offrira aux jeunes Européens des opportunités en termes de volontariat.	
État de droit en Hongrie: vote sur la défense des valeurs de l'UE	7
Les députés débattront de l'État de droit en Hongrie avant de décider si l'UE doit agir pour prévenir le risque d'une violation grave de ses valeurs. Viktor Orbán sera présent en plénière.	
Le Président du Liban s'adressera au Parlement européen	8
Le Président du Liban, Michel Aoun, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mardi à midi.	
Le Premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine en plénière	9
Le Premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Zoran Zaev, prononcera un discours devant le Parlement européen à Strasbourg jeudi matin.	
De nouvelles règles pour mettre fin au financement du terrorisme	10
Des mesures luttant contre le financement du terrorisme, en empêchant le blanchiment de capitaux et en renforçant les contrôles d'argent liquide, seront débattues mardi et votées mercredi.	
Qualité des produits de consommation: les doubles standards dans le viseur . . .	11
Un produit vendu sous la même marque et le même emballage devrait avoir la même composition dans l'ensemble de l'UE, afin de ne pas tromper les consommateurs, diront jeudi les députés.	
Des solutions pour encourager le recyclage du plastique	12
Les députés plaident pour la mise en place d'un véritable marché unique du plastique recyclé et proposent des mesures visant à lutter contre les déchets marins.	
Les députés proposeront des mesures pour lutter contre le harcèlement	13
Les victimes devraient être encouragées à dénoncer les actes de harcèlement et les agresseurs devraient être sanctionnés, affirme un projet de résolution mis aux voix mardi.	
Irlande du Nord: pour le maintien des fonds régionaux post-Brexit	14
Prolonger les programmes PEACE et Interreg en Irlande du Nord est essentiel pour son développement pacifique, devraient affirmer les députés mardi.	
	15



“Superbactéries”: de nouvelles mesures pour réduire l’usage d’antimicrobiens .	
La menace croissante que représentent les bactéries multirésistantes nécessite une réponse dans l’ensemble de l’UE pour contrôler la consommation d’antibiotiques.	
Portail numérique unique: un gain de temps pour les citoyens et les entreprises	16
La création du portail numérique unique facilitant les démarches en ligne des citoyens et des sociétés (demande de prêt étudiant, enregistrement d’un véhicule...) sera mise aux voix jeudi.	
Les députés contesteront la politique “America first”	17
La décision des États-Unis de se désengager de traités internationaux clés présente un risque pour les relations UE-États-Unis, qu’il convient toutefois de maintenir, affirment les députés.	
Débat sur la Libye avec la chef de la diplomatie de l’UE, Federica Mogherini	18
La situation d’urgence en Libye et en Méditerranée et les efforts de l’UE pour protéger les migrants feront l’objet d’un débat mardi.	
L’UE devrait faire preuve de fermeté à l’égard de la Chine	19
Les députés s’apprêtent à demander des mesures fortes pour contrer les tentatives de prise de contrôle par la Chine d’infrastructures européennes stratégiques, lors d’un vote mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l’homme et à la démocratie	20
Autres sujets à l’ordre du jour	20

Baptiste CHATAIN	ROLE: Attaché de presse BXL: (+32) 2 28 40992 STR: (+33) 3 881 74151 PORT: (+32) 498 98 13 37 EMAIL: baptiste.chatain@europarl.europa.eu EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Nicolas DELALEU	ROLE: Attaché de presse BXL: (+32) 2 28 44407 STR: (+33) 3 88 17 20 97 PORT: (+32) 471 95 35 11 EMAIL: nicolas.delaleu@europarl.europa.eu EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Wendy DE MONTIS	ROLE: Attachée de presse BXL: (+32) 2 28 31151 PORT: (+32) 470 87 02 64 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
/news/fr/agenda/briefing/2018-09-10	

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

Débat sur l'état de l'Union: le bilan de Juncker

Huit mois avant les élections européennes qui se tiendront en mai 2019, les députés feront le bilan des réalisations de la Commission Juncker.

Mercredi matin en session plénière, le Président de la Commission européenne lancera le débat en prononçant son quatrième et dernier discours sur l'état de l'Union (SOTEU).

Jean-Claude Juncker devrait mettre en avant l'impact du travail de la Commission sur ses dix domaines prioritaires et dévoiler ce qu'elle compte réaliser d'ici aux élections européennes.

Les dirigeants des groupes politiques évalueront le travail de la Commission et fixeront les priorités qu'ils souhaitent voir aboutir avant mai 2019.

Débat: mercredi 12 septembre

Procédure: déclaration du Président de la Commission européenne

En savoir plus

- [Vidéo teaser sur le débat SOTEU 2018](#)
- [Suivez le débat SOTEU 2018 en direct](#)
- [Communiqué de la Commission sur le débat SOTEU 2018](#)
- [Précédents discours \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Évaluation de la performance de la Commission à ce jour](#)
- [Service de recherche du PE - Les débats SOTEU \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - SOTEU](#)

L'avenir de l'Europe débattu avec le Premier ministre grec Alexis Tsipras

Alexis Tsipras sera le neuvième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi matin.

Le débat débutera à 9 heures.

Le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et le Premier ministre Tsipras tiendront un point presse ou une conférence de presse après le débat, vers 12h45.

Le prochain chef d'État ou de gouvernement à s'adresser à la plénière sera le Premier ministre estonien, Jüri Ratas, lors de la session d'octobre I à Strasbourg.

Avant M. Tsipras, les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE suivants ont débattu de l'avenir de l'Europe avec les députés européens:

- le Premier ministre irlandais Leo Varadkar le 17 janvier 2018,
- le Premier ministre croate Andrej Plenkovic le 6 février 2018,
- le Premier ministre portugais António Costa le 14 mars 2018,
- le Président français Emmanuel Macron le 17 avril 2018,
- le Premier ministre belge Charles Michel le 3 mai 2018;
- le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel le 30 mai 2018;
- le Premier ministre néerlandais Mark Rutte le 13 juin 2018; et
- le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, le 4 juillet 2018.

Débat: mardi 11 septembre

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

Point ou conférence de presse: mardi 11 septembre à 12h45

En savoir plus

- [Biographie du Premier ministre grec, Alexis Tsipras \(en anglais\)](#)
- [Débat sur l'avenir de l'Europe](#)
- [Produits multimédias - Avenir de l'Europe](#)

Les règles sur le droit d'auteur à nouveau en plénière pour un examen approfondi

La plénière se prononcera sur la position du Parlement concernant les règles sur le droit d'auteur dans le domaine numérique.

En [juillet](#), le Parlement a décidé de rouvrir la proposition présentée par la commission des affaires juridiques. Lors du débat prévu mardi, tous les députés auront ainsi l'occasion d'exprimer leur opinion et d'aborder les questions que le Parlement devrait défendre pendant les négociations avec les États membres. Mercredi, la proposition de la commission des affaires juridiques et les amendements qui seront apportés à celle-ci seront mis aux voix.

Le texte qui en résultera constituera le mandat de négociation du Parlement, en vue de conclure un accord avec le Conseil. Ce dernier a adopté sa position en mai 2018.

Débat: mardi 11 septembre

Vote: mercredi 12 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

Conférence de presse: mercredi à 14h30 avec le rapporteur Axel Voss (PPE, DE)

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Axel Voss \(PPE, DE\)](#)
- [Service de recherche du PE - Législation en cours sur le marché numérique unique \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse sur le vote en plénière de juillet \(05.07.2018\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits multimédias](#)

Feu vert pour le Corps européen de solidarité

Les députés se prononceront sur la création du Corps européen de solidarité, qui offrira aux jeunes Européens des opportunités en termes de volontariat.

Une fois que le Conseil aura formellement adopté le texte, les associations et les jeunes Européens pourront commencer à proposer leur candidature pour les projets de ce nouveau programme.

Le programme est ouvert aux participants de 17 à 30 ans qui peuvent [s'enregistrer et s'inscrire](#) à des [activités](#) qui bénéficient aux communautés locales et qui sont liées à l'éducation, la santé, la protection de l'environnement, la prévention des catastrophes, la fourniture de produits alimentaires et non alimentaires, l'accueil et l'intégration des migrants et des demandeurs d'asile. Les projets seront menés par des associations reconnues dans le cadre du système de "label de qualité" de la Commission.

Un budget total de 375,6 millions d'euros a été alloué pour la période 2018-2020. Le premier appel à projets devrait être publié avant la fin de cette année. La Commission européenne a proposé un budget additionnel de 1,26 milliard d'euros pour la période budgétaire 2021-2027 pour les activités couvertes par ce nouveau programme.

Débat: lundi 10 septembre

Vote: mardi 11 septembre

Procédure: codécision, accord en première lecture

En savoir plus

- [Le texte adopté sera prochainement disponible ici \(11.09.2018\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission sur l'accord avec le Conseil \(11.07.2018, en anglais\)](#)
- [Page web de la Commission - Corps européen de solidarité](#)
- [Service de recherche du PE - Corps européen de solidarité \(en anglais\)](#)

État de droit en Hongrie: vote sur la défense des valeurs de l'UE

Les députés débattront de l'État de droit en Hongrie avant de décider si l'UE doit agir pour prévenir le risque d'une violation grave de ses valeurs. Viktor Orbán sera présent en plénière.

Le Premier ministre hongrois prendra la parole pour présenter son opinion au début de la discussion.

La commission des libertés civiles est arrivée à la conclusion que la Hongrie risquait de violer de façon grave les valeurs de l'UE et a proposé que le Parlement appelle les États membres à déclencher la procédure définie dans [l'article 7.1 du Traité sur l'Union européenne](#), afin de lutter contre la menace faite aux valeurs fondatrices de l'UE, qui incluent le respect de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme.

Pour être adoptée (et transférée dans la foulée au Conseil de l'UE), la proposition d'initiative législative préparée par [Judith Sargentini](#) (Verts/ALE, NL) doit être soutenue par la majorité absolue des députés, soit 376, et deux tiers des votes exprimés.

Ce serait la première fois que le Parlement prendrait l'initiative de recommander le déclenchement de l'article 7, pour menace grave à l'encontre de l'État de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux dans un État membre.

Débat: mardi 11 septembre

Vote: mercredi 12 septembre

Procédure: résolution législative

Conférence de presse: mercredi 12 septembre à 14 heures, en présence de la rapporteure Judith Sargentini

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la situation en Hongrie](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(25.06.2018\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Infographie - État de droit: comment fonctionne l'article 7?](#)
- [Communiqué de presse - Droits fondamentaux en Hongrie: les députés en appellent au déclenchement de l'article 7](#)
- [Produits multimédias - État de droit en Hongrie](#)

Le Président du Liban s'adressera au Parlement européen

Le Président du Liban, Michel Aoun, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mardi à midi.

Les relations et la coopération UE-Liban, la guerre en Syrie, la migration et la promotion de la stabilité et de la paix au Moyen-Orient devraient être parmi les sujets abordés par Michel Aoun lors de sa première visite officielle au Parlement européen.

Il sera également le premier chef d'État ou de gouvernement libanais à prononcer un discours lors d'une session plénière à Strasbourg. Le mandat actuel de M. Aoun a débuté en octobre 2016.

Contexte

Les relations UE-Liban sont régies par un accord d'association depuis avril 2006. L'UE est par ailleurs le principal partenaire commercial du Liban, représentant un tiers du commerce libanais.

En raison de la guerre dévastatrice touchant son voisin syrien, le Liban accueille actuellement la plus importante population de réfugiés au monde par rapport au nombre d'habitants. Suite aux politiques restrictives aux frontières et à un gel de l'enregistrement de réfugiés par les autorités libanaises, le nombre de réfugiés syriens enregistrés a diminué de façon marginale, de 1,017 million en 2016 à 1,001 million en 2017, selon [l'évaluation 2017 de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban](#).

Débat: mardi 11 septembre

Procédure: séance solennelle

En savoir plus

- [Produits multimédias - UE-Liban](#)

Le Premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine en plénière

Le Premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Zoran Zaev, prononcera un discours devant le Parlement européen à Strasbourg jeudi matin.

L'intervention de M. Zaev devrait se concentrer sur l'obtention du soutien de l'opinion publique et de l'opposition au changement de nom et aux prochaines étapes nécessaires à l'éventuelle adhésion de la république à l'UE.

La Grèce et l'ancienne République yougoslave de Macédoine ont signé un accord préliminaire pour renommer cette dernière en juin, mettant fin à un différend qui dure depuis une décennie et en raison duquel la Grèce bloquait les perspectives d'adhésion de son voisin des Balkans à l'UE et à l'OTAN.

Le nouveau nom proposé est "République de Macédoine du Nord".

Le résultat des négociations sur le nom, qui a déjà été officiellement ratifié par le parlement de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, sera également soumis à un référendum dans le pays le 30 septembre.

La commission des affaires étrangères du Parlement européen devrait voter sur un rapport évaluant le rapport 2018 de la Commission européenne sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine plus tard cet automne. Le rapporteur, [Ivo Vajgl](#) (ADLE, SL), s'est félicité de l'accord préliminaire sur le nom.

Débat: jeudi 13 septembre 2018

Procédure: discours solennel

En savoir plus

- [Fiche d'information de la Commission européenne - Conclusions clés du rapport 2018 sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine \(avril 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias](#)

De nouvelles règles pour mettre fin au financement du terrorisme

Des mesures luttant contre le financement du terrorisme, en empêchant le blanchiment de capitaux et en renforçant les contrôles d'argent liquide, seront débattues mardi et votées mercredi.

Les divergences actuelles entre la façon dont les pays de l'UE définissent et poursuivent les infractions liées au blanchiment de capitaux compliquent la coopération policière et judiciaire transfrontalière, et créent des failles que les criminels et terroristes peuvent exploiter.

Les nouvelles mesures, qui incluent des définitions et des peines minimales à l'échelle de l'UE en matière de blanchiment de capitaux, amélioreraient la mise en œuvre des dispositions dans ce domaine et exerceraient un effet plus dissuasif.

Les nouvelles règles sur les mouvements transfrontaliers d'argent liquide visent à combler les failles en élargissant la définition d'"argent liquide" afin d'y inclure l'or et les cartes électroniques prépayées anonymes. Cela permettra aux autorités d'enregistrer des informations sur les mouvements d'argent liquide en-dessous du seuil actuel de 10 000 euros et de saisir de façon temporaire l'argent liquide si elles soupçonnent une activité criminelle. Enfin, l'argent liquide "non accompagné" (envoyé par fret ou courriel postal) devrait également être déclaré.

Débat: mardi 11 septembre

Vote: mercredi 12 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la proposition visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal](#)
- [Profil du rapporteur sur la lutte contre le blanchiment de capitaux grâce au droit pénal, Ignazio Corrao \(EFDD, IT\)](#)
- [Fiche de procédure - Combattre le blanchiment de capitaux grâce au droit pénal](#)
- [Projet de rapport relatif aux contrôles d'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union](#)
- [Profil du rapporteur sur les contrôles d'argent liquide, Juan Fernando López Aguilar \(S&D, ES\)](#)
- [Profil de la rapporteure sur les contrôles d'argent liquide, Mady Delvaux \(S&D, LU\)](#)
- [Fiche de procédure - Contrôles d'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union](#)
- [Service de recherche du PE - Contrôles d'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union \(juin 2017, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales](#)

Qualité des produits de consommation: les doubles standards dans le viseur

Un produit vendu sous la même marque et le même emballage devrait avoir la même composition dans l'ensemble de l'UE, afin de ne pas tromper les consommateurs, diront jeudi les députés.

Des [enquêtes et des études menées dans plusieurs États membres de l'UE](#), principalement en Europe centrale et orientale, ont démontré que des produits annoncés et vendus sous la même marque et dans des emballages apparemment identiques différaient en fait par leur composition et leurs ingrédients, au détriment des consommateurs.

Ces différences se retrouvent non seulement dans les produits alimentaires, tels que les bâtonnets de poisson, la soupe instantanée, le café et les sodas, mais aussi souvent dans les produits non alimentaires, notamment les détergents, les cosmétiques, les articles de toilette et les produits destinés aux bébés.

Si une entreprise vend un produit dans l'ensemble de l'UE, mais avec une composition qui varie d'un pays à l'autre, elle ne doit pas l'étiqueter et le commercialiser de façon identique, affirme le projet de texte. Si un fabricant souhaite adapter un produit, les consommateurs sont en droit de connaître les modifications pour chaque produit.

Les députés recommandent diverses mesures aux niveaux européen et national pour lutter contre la problématique de la "qualité différenciée", notamment une coopération et un partage des données transfrontières améliorés, des tests comparatifs, une meilleure application et une mise à jour plus claire de la [directive relative aux pratiques commerciales déloyales](#) proposée par la Commission en avril 2018.

Débat: jeudi 13 septembre

Vote: jeudi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Rapport sur les produits de qualité différenciée sur le marché intérieur](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.07.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Olga Sehnalová \(S&D, CZ\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Qualité différenciée des produits alimentaires: traiter une possible fracture est-ouest \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Lignes directrices de la Commission européenne en matière de qualité différenciée des produits alimentaires \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Modernisation des règles européennes de protection des consommateurs: un nouvel accord pour les consommateurs \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Qualité différenciée des produits](#)

Des solutions pour encourager le recyclage du plastique

Les députés plaident pour la mise en place d'un véritable marché unique du plastique recyclé et proposent des mesures visant à lutter contre les déchets marins.

Des mesures incitatives pour collecter les déchets marins en mer, de nouvelles normes et définitions européennes pour la biodégradabilité et la compostabilité, ainsi qu'une interdiction complète à l'échelle de l'UE des [plastiques oxodégradables](#) d'ici 2020 font partie des propositions présentées dans un projet de résolution non contraignante.

Par ailleurs, les députés prônent une interdiction des microplastiques dans les cosmétiques et les détergents d'ici 2020.

Le Parlement débattera et votera également une résolution sur la façon de traiter l'interface entre les législations relatives aux substances chimiques, aux produits et aux déchets, la présence de certaines substances chimiques pouvant rendre plus difficile le processus de recyclage.

Contexte

D'après la Commission européenne, 87% des citoyens de l'UE affirment être préoccupés par les conséquences du plastique sur l'environnement. La production globale annuelle de plastique a atteint 322 millions de tonnes en 2015 et devrait doubler au cours des 20 prochaines années. Seulement 30% des déchets plastiques sont collectés pour le recyclage, et seuls 6% du plastique commercialisé est fabriqué à partir de matériaux recyclés.

Débat: mercredi 12 septembre

Vote: jeudi 13 septembre

Procédure: résolution non législative, question orale avec résolution

En savoir plus

- [Projet de rapport sur une stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire](#)
- [Profil du rapporteur Mark Demesmaeker \(ECR, BE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Stratégie européenne pour les matières plastiques dans une économie circulaire \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Économie circulaire](#)

Les députés proposeront des mesures pour lutter contre le harcèlement

Les victimes devraient être encouragées à dénoncer les actes de harcèlement et les agresseurs devraient être sanctionnés, affirme un projet de résolution mis aux voix mardi.

Afin d'aider à prévenir et à combattre le harcèlement moral et sexuel sur le lieu de travail, dans les espaces publics et dans la vie politique dans l'UE, la Commission européenne devrait proposer un projet législatif incluant les définitions exhaustives et actualisées, valables dans toute l'Union, du "harcèlement sexuel" et du "harcèlement moral", affirme un projet de résolution rédigé par [Pina Picierno](#) (S&D, IT) qui fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.

Les autorités locales, les employeurs et les syndicats doivent chercher à mieux comprendre les barrières qui empêchent les victimes de signaler les cas de harcèlement et devraient créer des mécanismes permettant de signaler ces cas de façon sécurisée, précise le texte.

Pour lutter contre le harcèlement sexuel dans la sphère politique, le texte plaide pour une politique de tolérance zéro et pour des sanctions contre les agresseurs. Les députés de la commission des droits des femmes et de l'égalité des genres recommandent des formations obligatoires pour tous les employés et les membres des parlements nationaux, régionaux et locaux, ainsi que du Parlement européen.

Contexte

Une femme sur trois a été soumise à de la violence physique ou sexuelle durant sa vie d'adulte et jusqu'à 55% ont subi un harcèlement sexuel, selon une enquête menée en 2014 au niveau européen par l'Agence des droits fondamentaux.

Débat: lundi 10 septembre

Vote: mardi 11 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Fiche de procédure](#)
- [Think tank du PE - Le harcèlement sexuel des femmes dans l'UE \(mars 2018, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Violence à l'égard des femmes](#)
- [Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres](#)

Irlande du Nord: pour le maintien des fonds régionaux post-Brexit

Prolonger les programmes PEACE et Interreg en Irlande du Nord est essentiel pour son développement pacifique, devraient affirmer les députés mardi.

Pour permettre la poursuite du travail de consolidation de la paix, tel que la Commission le souhaite, le fonds régional européen devrait être maintenu à un niveau adéquat pour l'après-2020, affirme une résolution non législative rédigée par [Derek Vaughan](#) (S&D, UK). Les jeunes Nord-Irlandais devraient pouvoir continuer à participer aux programmes Erasmus+ après le Brexit, précise-t-il. Le texte fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.

Contexte

L'Irlande du Nord a bénéficié de programmes transfrontaliers et inter- et transcommunautaires, dont le programme PEACE.

Depuis 1995, plus d'1,5 milliard d'euros ont été investis pour renforcer la cohésion entre les communautés impliquées dans le conflit en Irlande du Nord et dans les comtés limitrophes d'Irlande, et pour promouvoir la stabilité économique et sociale, notamment dans les zones défavorisées, rurales et frontalières.

Débat: lundi 10 septembre

Vote: mardi 11 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les conséquences de la politique de cohésion de l'UE en Irlande du Nord](#)
- [Service de recherche du PE - L'UE et l'Irlande du Nord \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse - Mission d'information de la commission du développement régional en Irlande du Nord \(mars 2018, en anglais\)](#)

“Superbactéries”: de nouvelles mesures pour réduire l’usage d’antimicrobiens

La menace croissante que représentent les bactéries multirésistantes nécessite une réponse dans l’ensemble de l’UE pour contrôler la consommation d’antibiotiques.

Dans une résolution non contraignante mise aux voix jeudi, les députés exhortent la Commission européenne et les États membres à limiter la vente d’antibiotiques par les professionnels de la santé humaine et animale ainsi qu’à supprimer toute incitation à leur prescription.

La Commission devrait élaborer une liste de l’Union des agents pathogènes prioritaires, fixant ainsi clairement les priorités futures en matière de recherche et de développement. Des incitations devraient être mises en place pour stimuler l’investissement dans de nouvelles substances, précise le texte.

Le Parlement travaille également sur une [législation](#) limitant l’utilisation préventive et collective d’antimicrobiens dans l’élevage et donnant à la Commission le pouvoir d’élaborer une liste d’antibiotiques réservés à l’usage humain.

Débat: mercredi 12 septembre

Vote: jeudi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le plan d’action européen fondé sur le principe “Une seule santé” pour combattre la résistance aux antimicrobiens](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(20.06.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Karin Kadenbach \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Des bactéries plus fortes, des antimicrobiens plus faibles \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Sécurité sanitaire](#)

Portail numérique unique: un gain de temps pour les citoyens et les entreprises

La création du portail numérique unique facilitant les démarches en ligne des citoyens et des sociétés (demande de prêt étudiant, enregistrement d'un véhicule...) sera mise aux voix jeudi.

Le portail numérique unique permettra de trouver plus facilement les informations, les formulaires et l'aide nécessaire aux personnes qui déménagent ou qui font des affaires dans un autre pays de l'UE, mais également pour les citoyens sédentaires.

Ce point d'entrée unique fera partie du portail [L'Europe est à vous](#), disponible dans toutes les langues officielles de l'UE. Il offrira, de façon conviviale, l'accès et les liens vers les sites internet nationaux et européens permettant aux utilisateurs d'exercer leurs droits et de remplir leurs obligations au sein du marché unique.

Les États membres de l'UE devront permettre l'accès aux procédures les plus importantes et les plus utilisées. Dans des cas exceptionnels qui devront être justifiés, ils pourront demander à un utilisateur de se présenter en personne pour une étape de la procédure. Les informations, les procédures en ligne et l'aide fournies devront être de grande qualité et accessibles aux utilisateurs en situation de handicap.

La Commission européenne estime que cette législation pourrait permettre aux citoyens d'économiser 855 000 heures par an et aux entreprises d'économiser plus de 11 milliards d'euros chaque année.

Débat: mercredi 12 septembre

Vote: jeudi 13 septembre

Procédure: codécision, accord en première lecture

En savoir plus

- [Texte de l'accord provisoire](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.07.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Marlene Mizzi \(S&D, MT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Législation européenne en marche: portail numérique unique \(en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - Marché unique numérique](#)

Les députés contesteront la politique “America first”

La décision des États-Unis de se désengager de traités internationaux clés présente un risque pour les relations UE-États-Unis, qu’il convient toutefois de maintenir, affirment les députés.

Le projet de résolution, qui fera l’objet d’un débat mardi et d’un vote mercredi, souligne que la relation entre l’UE et les États-Unis constitue le gage essentiel de la stabilité mondiale mais regrette que le gouvernement américain ait choisi la politique unilatérale “America first”, qui porte préjudice aux intérêts de l’UE comme à ceux des États-Unis et met à mal la confiance mutuelle.

Les députés notent que la décision américaine d’imposer des droits de douane sur l’acier et l’aluminium ne peut être justifiée par des motifs de sécurité nationale. Ils appellent les États-Unis à les lever, tout en rappelant que l’OMC est le meilleur endroit pour résoudre les différends commerciaux.

Malgré des relations tendues, les députés pensent toujours qu’il est essentiel d’entretenir le partenariat entre l’UE et les États-Unis, en promouvant les valeurs communes, le droit et le respect de la législation internationale, alors que d’autres puissances mondiales comme la Chine et la Russie disposent de stratégies politiques et économiques solides qui vont à l’encontre de ces valeurs.

Débat: mardi 11 septembre

Vote: mercredi 12 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(28.06.2018\)](#)
- [Projet de résolution sur l’état des relations entre l’UE et les États-Unis](#)
- [Profil du rapporteur Elmar Brok \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits multimédias - États-Unis/UE](#)

Débat sur la Libye avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini

La situation d'urgence en Libye et en Méditerranée et les efforts de l'UE pour protéger les migrants feront l'objet d'un débat mardi.

La semaine dernière, la situation en termes de sécurité dans et autour de la capitale libyenne Tripoli s'est détériorée de façon très sérieuse, suite à des affrontements entre des milices armées rivales. Autres conséquences de ce chaos: des migrants ont fui les centres de détention et 400 prisonniers se sont échappés de la prison de la capitale libyenne.

Les Nations unies ont déclaré avoir garanti un cessez-le-feu le 4 septembre.

En mai dernier, les députés européens ont adopté une [résolution sur la Libye](#) exhortant l'UE à [concentrer ses efforts sur la protection des migrants](#). Ils ont également souligné que le projet de l'ONU était à l'heure actuelle le seul cadre viable pour une solution et ont appelé à l'organisation d'élections en 2018.

Débat: mardi 11 septembre

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

En savoir plus

- [Résolution du PE sur la Libye \(30.05.2018\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en plénière \(30.05.2018\)](#)
- [Communiqué de presse sur la délégation du PE en Libye \(mai 2018, en anglais\)](#)
- [Relations UE-Libye \(en anglais\)](#)

L'UE devrait faire preuve de fermeté à l'égard de la Chine

Les députés s'apprêtent à demander des mesures fortes pour contrer les tentatives de prise de contrôle par la Chine d'infrastructures européennes stratégiques, lors d'un vote mercredi.

Les droits de l'homme, l'État de droit et la concurrence équitable devraient être au cœur des engagements de l'UE vis-à-vis de la Chine, déclarent les députés, qui condamnent le harcèlement, les arrestations et les procès dont font actuellement l'objet des défenseurs des droits de l'homme, des avocats, des journalistes et d'autres membres de la société civile en Chine.

Le projet de résolution, qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi, souligne les tentatives d'investissement de la Chine dans des infrastructures européennes stratégiques, via son initiative "ceinture et route" qui entrave le libre-échange et donne un avantage compétitif aux entreprises chinoises.

Débat: mardi 11 septembre

Vote: mercredi 12 septembre

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur l'état des relations entre l'UE et la Chine](#)
- [Profil du rapporteur Bas Belder \(ECR, NL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [UE et Chine: ce qu'en pensent les think tanks \(juin 2017, en anglais\)](#)
- [Produits multimédias - UE-Chine](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 13 septembre vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Arrestations des opposants parlementaires en Ouganda;
- Myanmar, notamment le cas de Wa Lone et Kyaw Soe Oe, journalistes de Reuters emprisonnés; et
- Cambodge, notamment le cas de Kem Sokha, dirigeant de l'opposition emprisonné.

Débats et votes: jeudi 13 septembre

Procédure: résolutions non législatives

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, les organes et les organismes de l'Union, Ernst (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Réintégration des travailleurs après une blessure ou une maladie, Zitnanska (INI), débat lundi, vote mardi;
- Systèmes d'armes autonomes, débat mardi, vote mercredi;
- L'Europe en mouvement: un programme pour l'avenir de la mobilité dans l'UE, Ujhelyi (INI), débat mercredi, vote jeudi;
- Relations entre l'UE et les pays tiers en matière de réglementation et de surveillance des services financiers, Hayes (INI), débat lundi, vote mardi; et
- L'avenir des retraites: lutter contre la privatisation et renforcer les régimes de sécurité sociale universelle, débat d'actualité, mercredi.